

Séminaire n° 1
(15 mars 1994)

LA DYNAMIQUE DES ENFANTS DE LA RUE À LOMÉ (TOGO)

par
Yves MARGUERAT
(chercheur ORSTOM)

Le phénomène des "enfants de la rue" -c'est-à-dire en rupture avec leur famille, et non pas seulement dans la rue pour y chercher de quoi compléter des ressources familiales insuffisantes- est en général récent en Afrique noire. Certes, le Sénégal a connu des institutions (très modestes) dès la fin du XIX^e siècle, mais il s'agissait en fait de placages de la réglementation française. La loi de 1912 sur les mineurs délinquants, qui déterminait le principe de "mesures éducatives" (et non plus répressives) en fonction du "discernement" de l'enfant, a été rendue applicable à l'AOF en 1928, mais c'était, avait-on précisé, seulement pour les enfants "européens et assimilés".

Dans la plupart des villes africaines, le problème n'est donc apparu qu'après les indépendances des années 1960¹, et la conscience qu'en ont eue l'opinion publique et les autorités en général encore sensiblement plus tard.

Aussi est-il *a priori* assez surprenant de découvrir que, à Lomé, ce type de marginalisation a été beaucoup plus précoce : dès les lendemains de la Seconde guerre mondiale (qui marquent aussi les débuts de l'essor urbain, fut-ce avec des effectifs encore modestes²). J'ai ainsi retrouvé un ancien gamin de la rue³ qui avait fuit sa famille dès les années 1945. Il fut ensuite l'un des premiers pensionnaires du centre de rééducation de Tové, une institution créée en 1949.

L'apparition d'institutions spécialisées est naturellement l'indicateur le plus facile de ce que la marginalité infantile n'est plus un problème négligeable. Au Togo, c'est en 1969 que l'on installe un juge des enfants, en 1970 une brigade pour mineurs et un centre de réinsertion sociale. Il serait intéressant de comparer pays par pays les dates de mise en place de telles institutions - en sachant que certaines capitales, comme Niamey, n'en ont toujours pas, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont pas de problèmes de cet ordre, comme nous l'expliquera Danièle Poitou à notre prochain séminaire.

Pourquoi une telle ancienneté à Lomé ? Cela renvoie naturellement à l'**histoire sociale de la ville**, sur laquelle je travaille par ailleurs comme historien. L'originalité de la capitale du Togo est de ne pas avoir été une ville coloniale, fondée et dirigée par une volonté politique extérieure, mais d'être née, en 1880, de l'initiative d'un groupe de marchands africains qui voulaient ainsi tourner les douanes anglaises de la Gold Coast voisine (à 3 km). Cette bourgeoisie commerçante a toujours dominé la ville (en particulier par sa maîtrise du sol urbain et par sa production architecturale, si originale), et elle lui a

¹ Au Zimbabwe (indépendant en 1980), Ph. Gervais-Lambony a observé l'apparition des *street kids* dans les années 1989-90.

² Lomé a environ 30 000 habitants en 1945, 80 000 en 1960.

³ Père de deux gamins actuels (c'est par eux que je l'ai connu), bien qu'il ait su se réintégrer socialement (comme chauffeur de taxi, profession qui laisse plus d'indépendance que la menuiserie qu'il avait apprise).

aussi sa pratique très limitative de la solidarité, son individualisme sans grande compassion pour les faibles, fussent-ils issus de ses rangs. Un autre caractère marquant de la région a aussi beaucoup joué : l'importance de l'implication des femmes dans le commerce, du plus petit au plus grand, qui leur donne une autonomie économique (et migratoire) exceptionnelle. D'où une **grande instabilité conjugale** : le tiers des femmes de 40 ans a divorcé au moins une fois, ce qui se rapproche des taux européens actuels. Toutefois, le problème des enfants ne provient pas, comme on pourrait l'imaginer, de l'importance de la "monoparentalité", mais de celle des remariages : la cause essentielle de la fuite de certains enfants dans la rue (et l'image qu'ils ont eux-mêmes du problème), c'est le **conflit**, ouvert ou latent, **avec la seconde femme du père ou avec le second mari de la mère**¹.

Car ces gamins de la rue, à la différence de la plupart des villes où l'on a étudié la question (Ouagadougou, Niamey, Abidjan dans les années 1960-70), ne sont pas d'origine rurale : ce sont bien des Loméens, ou du moins des citadins : sur 87 cas que j'ai enquêtés², 53 % sont nés à Lomé, 29 % dans une autre ville voisine. Seuls 18 % étaient nés à la campagne, dont la plupart avaient suivi tout petits la migration de leurs parents : il n'y en a que 5 % dont on peut attribuer la venue à Lomé à un véritable exode rural. Une enquête a eu lieu en 1989, sur 115 jeunes de la rue : 49 % étaient nés à Lomé, 24 % dans une autre ville ; 12 % seulement avaient fait un vrai choix d'immigration.

Mon échantillon, recruté dans les rues du centre-ville, étaient largement issu des plus vieilles familles de la ville, apparenté à la meilleure bourgeoisie togolaise, ancienne et actuelle. Cela a été pour moi une forte surprise de découvrir que les premiers gamins que j'avais recueillis étaient de proches parents de médecins, de magistrats, d'enseignants, d'hommes politiques... Au delà du problème moral, il y avait bien là une question scientifique. L'enquête de 1989 a porté, elle, sur des quartiers relativement périphériques. Les extractions sociales étaient plus modestes, mais la mécanique sociale était bien la même : l'effet de la fragilisation de la famille en milieu citadin.

Dans mon groupe d'enfants, 21 % étaient orphelins (surtout de père), et 5 % nés hors mariage ; 67 % étaient issus de parents divorcés et remariés (les 4/5^è issus d'un premier lit du père, plus dispersés quant aux divers mariages de la mère). Seuls 7 % déclaraient avoir des parents vivants ensemble (ce qui était le cas de presque tous les "ruraux fugeurs"). Un sur six avait des parents d'ethnies différentes, ce qui est une source de fragilité particulièrement forte.

L'enquête de 1989 avait posé la question : "Pour quelle raison es-tu parti dans la rue ?". 26 % ont répondu "ne pas avoir assez à manger chez eux" - ce qui signifie *a contrario* que 74 % ne souffraient pas ce problème. 31 % ont donné comme raison le "manque d'affection" et 20 % les "mauvais traitements" - 91 % de ces deux derniers groupes ayant des parents désunis.

Crise de la famille donc, bien plus que problème économique (du moins à l'époque) : 5 % seulement des enquêtés de 1989 ont déclaré un père chômeur. Car, en milieu urbain, même si les modes traditionnels de sociabilité ont la vie dure, la famille change inéluctablement, surtout dans le sens d'un resserrement : 5,7 personnes par ménage au recensement de 1958, 4,9 à celui de 1981. Les ménages de 2 à 6 personnes formaient 54 % des unités domestiques recensées en 1970, 58 % en 1981, alors que les

¹ Dans les biographies que j'ai pu constituer, la polygamie est rarement en cause (sauf cas de remariage avec un polygame), et le "placement" chez un parent jamais : c'est, au contraire, quand le père, de retour après une longue absence, reprend l'enfant de l'oncle chez lequel celui-ci se sentait bien que le conflit commence.

² Après les avoir sortis de la rue, dans un climat de confiance et d'affection qui me garantissait la sincérité des réponses (que leurs copains plus anciens chez moi pouvaient éventuellement rectifier). Le recueil de ces biographies s'est déroulé au fil de leur arrivée, entre 1985 et 1990.

personnes seules reculaient de 17 à 16 % et les groupes familiaux de plus de 6 membres de 29 à 26 %.

De plus, la structure concrète de ces ménages urbains est loin de ressembler à l'image traditionnelle de la famille africaine. Seuls 43 % des unités domestiques sont composés d'un couple (avec presque toujours des enfants et souvent d'autres personnes), face à 16 % d'isolés et 33 % de chefs de ménage (des deux sexes) dépourvus de conjoints, les deux-tiers de ceux-ci étant accompagnés d'enfants. Dans ces conditions, qu'il n'y ait eu que quelques dizaines ou quelques centaines d'enfants de la rue à Lomé, pour plus de 100 000 familles, est remarquable, et signifie que, tout de même, la solidarité familiale est loin d'avoir disparu (en particulier dans les milieux les plus populaires).

Notons aussi que le phénomène ne touche que les garçons : les filles ne sont pas abandonnées, elles sont exploitées (en particulier les très jeunes "boyesses" qui, comme très souvent en Afrique, viennent en ville effectuer les plus dures corvées domestiques¹ : c'est là une misère massive, mais soigneusement dissimulée au coeur des familles). Une fille de tout âge qui, pour une raison ou pour une autre, rompt avec les siens trouvera toujours dans les marchés une commerçante avec laquelle travailler et vivre, fut-ce comme porteuse si elle est assez costaude², sans oublier, bien sûr, le plus vieux des "petits métiers" du monde, tellement plus rentable que les autres, et guère méprisé dans une société très libre de moeurs, et si fort attachée à l'argent.

C'est donc dans la dilution des structures familiales -d'autant plus accentuée que celles-ci sont plus anciennement citadines- que se trouve la clé de cette fuite des enfants dans la rue. Celle-ci se produit surtout entre 10 et 15 ans (avec des extrêmes à 7-8 et à 16-18), avec une tendance au vieillissement à la fin des années 1980, la moyenne au départ dans la rue passant, semble-t-il, de 13 à 16 ans. Dans un tiers des cas que j'ai enquêtés, le départ s'est fait à la suite d'un incident violent (altercation avec le beau-père ou la marâtre, menace de rossée - justifiée ou non par une bêtise du gamin). Pour les autres, ce fut une lente et silencieuse déprise affective, qui fait que l'enfant se sent délaissé, oublié : "on ne me dit rien", "on s'en fout de moi"... D'où un glissement progressif vers la rue, que parfois un adulte essaie d'empêcher ; mais, une fois découverte, l'attraction de la rue est la plus forte, avec sa liberté, ses possibilités de gain, sa camaraderie... Car, si elle peut être très dure (en particulier du fait des exactions des plus grands - et aussi des policiers), la vie de la rue a bien des attraits pour un adolescent. Avant la crise de ces dernières années, on y vivait relativement bien, à porter les paquets des clients devant les magasins, à mendier, à garder les voitures devant les restaurants, les cinémas, les boites de nuit (selon l'heure)... : tous les lieux où se concentre la population aux revenus les plus élevés (les expatriés en particulier, plus facilement compatissants). Un gosse malin et amusant pouvait, dans la prospérité des années 1980, gagner facilement 1000 à 2000 F cfa par jour, bien plus qu'un petit fonctionnaire³, qu'il dilapidait tout aussi rapidement (sachant par expérience que, sinon, ses économies lui seraient extorquées).

On vole aussi, chaque fois que c'est possible (essentiellement les étrangers, plus riches et surtout incapables de reconnaître leur voleur) ; on joue (et on triche) aux cartes ou aux dés ; on fume, on va au cinéma, on se baigne avec délice dans la mer (dangereuse) ou la lagune (polluée) ; on trouve partout à manger auprès des innombrables vendeuses des trottoirs ; on s'habille aux fripes pour une bouchée de pain ; on s'offre de même une

¹ Il arrive que, trop affamées, elles volent. Comme ce sont des débutantes dans ce domaine, elles se font facilement prendre, et c'est ainsi qu'elles composent l'essentiel de la "délinquance juvénile" féminine (en général dix fois moins nombreuse que celle des garçons).

² A Lomé, le monde du commerce est tellement entre les mains des femmes, que même le dur métier de portefaix est assuré par elles.

³ Le salaire minimum était officiellement de 15 000 F par mois. Un salaire de 50 000 à 60 000 F était déjà un revenu élevé. (Rappel : avant 1994, un F cfa = 0,02 FF)

prostituée (très vieille ou très jeune) ; on dort sous un auvent, sur la plage, dans une chambre que l'on loue à plusieurs... Selon leurs dires, la vie était cependant devenue sensiblement plus difficile à la fin des années 1980, avec des gains nettement plus faibles (300 à 500 F par jour), avec la nécessité de composer avec des gardiens de plus en plus nombreux, d'où l'obligation de banaliser quelque peu leur apparence, d'abandonner le short de *jean* effrangé qui était naguère leur fier signe ralliement... Mais cela reste une vie libre et aventureuse qui ne manque pas de charmes à l'adolescence - hormis le désert affectif, que ne compense pas l'amitié des copains¹. On l'a dit, c'est le besoin d'affection insatisfait qui, le plus souvent, les a poussés dans la rue. C'est une main tendue, une offre d'aide amicale qui peut les en faire sortir. J'en ai fait l'expérience, largement positive.

Mais si personne ne les aide à sortir de la marginalité, que deviennent-ils ? Répondre est difficile : ce n'est que par le témoignage des anciens de la rue sur leurs copains qui y sont restés que l'on peut s'en faire une idée.

Quelques uns ont réussi à se ranger, à trouver un commerçant ou un conducteur de minibus qui les prend à son service et leur permet, à la longue, de faire quelque chose, voire d'apprendre un métier. D'autres sont partis au loin, faire le vrai truand à Lagos ou à Abidjan, villes où la criminalité est autrement plus organisée et dangereuse. Beaucoup, semble-t-il, (la plupart ?) sont devenus voleurs professionnels, pickpockets dans les marchés ou les gares routières, ou voleurs à la tire à deux, avec une moto dont le passager rafle en passant le sac à main qui dépassait...

Dans les années 1990, l'arrivée des drogues dures² a sérieusement aggravé la situation : désormais, la plupart des jeunes de la rue sont drogués, donc beaucoup plus difficilement récupérables, et potentiellement dangereux, car il leur faut de l'argent, beaucoup d'argent, tout le temps, à n'importe quel prix...

Incontestablement, la rue devient de plus en plus dure, de plus en plus dangereuse. Il est donc toujours plus nécessaire d'agir. On ne peut prétendre, bien sûr, tarir la source de la marginalisation de ces enfants, expression de l'évolution de la société citadine ; mais il faut tenter de récupérer ceux qui échouent dans la rue parce qu'ils n'ont pas été assez aimés chez eux : il faut leur rendre cette attention et cet amour dont ils ont tant besoin et tant envie. Quand on le fait, ça marche.

RÉSUMÉ DU DÉBAT

Certains auditeurs ont fait remarquer, à juste titre, que, dans beaucoup d'autres villes africaines -en particulier Abidjan-, le phénomène des enfants de la rue est de plus en plus nettement d'origine citadine, touchant des familles de toutes les couches de la société. Dans les très grandes villes, l'espace urbain par lui-même -qui impose de longs déplacements, la promiscuité, le mélange des valeurs- dissout la cohésion des familles. Les enfants sont beaucoup moins contrôlés, d'autant moins que le groupe social ne les prend désormais plus en charge. Partout, l'instabilité des ménages s'accroît. La dot, qui maintenait ensembles les conjoints de gré ou de force, disparaît de plus en plus : on se met en ménage avec de moins en moins de cérémonies ; on se sépare de même. Cette essor de l'instabilité des couples se retrouve d'ailleurs tout autant chez les Africains qui vivent en Europe.

¹ Il n'y a jamais eu, à Lomé, de véritable bande (avec chef et territoire) qui donnerait à ses membres sécurité et identité.

² A Lomé, pas de "gainz" (solvants divers, la défonce la moins chère de toute) comme à Dakar ou, depuis quelques années, à Abidjan.

Quelle a été la place des jeunes dans la lutte pour la démocratie au Togo ? Ils ont, naturellement, été en première ligne. Dans les manifestations et sur les barricades de 1991, la population tout entière était dans la rue, mais les jeunes formaient le premier rang. Si toutes les couches sociales y étaient, il y avait en tête les étudiants, et aussi les jeunes de la rue : c'était surtout eux les "*ekpémog*", qui ont affronté l'armée avec des cailloux. Et ils en ont aussi les premières victimes, fauchés à la mitrailleuse, en particulier lors du putsch du 1er octobre 1991, puis dans les massacres de janvier 1993, et encore dans ceux de janvier 1994 : beaucoup de jeunes (notamment des cireurs de chaussures ghanéens, nombreux près de la frontière) ont alors été exécutés pour le crime d'être jeunes. Inversement, du fait de leurs perpétuels besoins d'argent, beaucoup de jeunes marginaux se sont laissés tenter par celui que le camp présidentiel distribuait à flot, et se sont laissés acheter pour devenir indicateurs ou provocateurs (la récompense la plus prisée était la petite moto "*Mate*"). Mais, entre ces tentations et leur hostilité à l'ancien régime, ils ont effectués des changements de camp qui les ont rendus, en fait, peu fiables pour chacun des deux côtés.

L'élément le plus inquiétant pour l'avenir est que la méfiance et le mépris qui ont toujours existé entre les jeunes (en particulier les marginaux, mais dans l'ensemble toute la jeunesse urbaine) et les forces de l'ordre sont maintenant devenus de la haine (réciproque), aggravée par une connotation tribaliste de plus en plus marquée de la police et de l'armée. Cette haine viscérale ne demande qu'à exploser à nouveau, à la première occasion.

Cahier n° 1

Deuxième semestre 1995



Centre d'Etudes Africaines EHESS-CNRS (Bureau 511)

54, bd Raspail, 75006 Paris (France) - Tél 49 54 23 92 - Fax 49 54 26 92

U.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 42857
Cote : B M ex 1 p20